



Nouveau « coup pourri » de l'OEA en Bolivie ?

Par [Maurice Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 15 octobre 2020

[Mémoire des luttes](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [Élections Amérique latine](#)

Le 18 octobre auront lieu en Bolivie des élections générales afin d'élire le président, le vice-président et de renouveler les 130 députés et 36 sénateurs du Parlement. Peut-on parler d'une « grande fête démocratique », selon l'expression consacrée ?

Pour mémoire : suite aux élections d'octobre 2019, le pays a connu une rupture constitutionnelle débouchant sur une prise de pouvoir (le 12 novembre) de la sénatrice d'opposition Jeanine Añez, dont le parti conservateur Unité démocratique (UD) venait d'obtenir un spectaculaire... 4,24 % des voix. Elle devint néanmoins miraculeusement « présidente » grâce à l'appui des Forces armées, de la police, des partis de droite et des factions d'extrême droite, de transfuges de la société dite « civile » - les Eglises catholique et évangéliques apportant leur bénédiction. En quelques heures, les Etats-Unis (de Donald Trump), le Brésil (de Jair Bolsonaro) et l'Union européenne (par la voix de son représentant León de la Torre) adoubèrent l'enfant adultérin de cette union et le baptisèrent « gouvernement de transition ».

BOLIVIE



Dans tout événement, il y a les faits et il y a leur interprétation. Concernant l'épisode précité, les classiques « *la démission du président Evo Morales, le 10 novembre 2019* » ou « *le départ d'Evo Morales (...) à propos duquel on débat encore* [\[1\]](#) » peuvent faire illusion au sein du club de la « pensée conforme » (qu'elle soit de droite ou prétendument de gauche), mais constituent en réalité une pure illusion [\[2\]](#). En effet...

Secret de polichinelle : le 20 octobre 2019, le président sortant Evo Morales, qui se représentait au nom du Mouvement vers le socialisme (MAS), a gagné le premier tour du scrutin présidentiel avec 47,08 % des suffrages et plus de dix points d'avance sur le deuxième, Carlos Mesa (Communauté citoyenne [CC], 35,51 %) [\[3\]](#). Il était donc élu. Il n'a pas été poussé à la démission en raison de « fraudes » ayant entaché sa victoire ; alors qu'explosait une vague de violence destinée à terroriser ses ministres et législateurs, ses proches, ses militants et électeurs, il a été victime d'un Coup d'Etat [\[4\]](#).



*La Paz, 2005, quelques jours avant la première élection d'**Evo Morales** (photo : Maurice Lemoine)*

Autre fait établi : à travers le rapport de ses observateurs, c'est l'Organisation des Etats américains (OEA), dirigée depuis 2015 par un comparse de l'administration Trump, l'uruguayen Luis Almagro, qui a légitimé devant l' « opinion internationale » la thèse de la fraude, qu'agitait la propagande de l'opposition depuis des mois. Ultérieurement, plusieurs organismes et experts indépendants étrangers - dont plusieurs étatsuniens de renom - ont clairement établi le caractère fallacieux des conclusions de ce rapport [5]. Ils ont ainsi confirmé la victoire d' « Evo ».

Première conséquence de la rupture démocratique : une situation de grande violence, de répression et de violations des droits humains. Deuxième prolongement : alors que le gouvernement de *facto* était censé convoquer de nouvelles élections dans un délai de 90 jours, il exerce toujours le pouvoir quasiment un an après le début de l'usurpation.

Initialement prévues pour le 22 janvier 2020 (fin officielle du mandat de Morales), puis le 3 mai, le scrutin a été repoussé au 6 septembre et enfin au 18 octobre. A chaque fois, pour retarder l'échéance, il fut mis en avant les « conséquences et dommages sur la santé » qui pourraient survenir à cause de l'organisation de la consultation en pleine pandémie. A cet argument, que l'on peut estimer raisonnable, s'ajoute néanmoins un point beaucoup plus important : au long de tous ces mois, et malgré les multiples mesures de coercition, le MAS et son candidat à la présidence Luis Arce - Evo Morales, réfugié en Argentine, étant interdit de séjour et de participation électorale - demeurent en tête de tous les sondages dans la perspective de prochaines élections générales. Jugés inopportunes, dès lors, par le pouvoir *de facto*. Qui les repousse, et les repousse, et les repousserait bien à l'infini.

La pression sociale, de fortes manifestations provoquant en août un quasi blocage du pays et la résistance du pouvoir législatif que domine toujours le MAS ont rendu impossible un tel scénario. La date du 18 octobre a finalement été homologuée par une loi. Que la

« présidente autoproclamée » Añez a dû signer la mort dans l'âme, après avoir beaucoup résisté.

Washington, 29 septembre. C'est là que se mènent la veillée d'armes, le branle-bas de combat. Ministre bolivien de l'Intérieur, l'extrémiste Arturo Murillo Prijic, vient de débarquer pour une visite « officielle » aux Etats-Unis. Murillo, c'est l'homme fort du régime putschiste. Surnommé « Trompo » (Toupie) lorsqu'il était pilote de course, il a fait de sa carrière politique un instrument pour réussir en affaires (et vice-versa). Riche patron du secteur, il a fondé l'Association des hôteliers du Tropique de Cochabamba. Dans sa trajectoire, rien n'est vraiment pur. Le 3 mai 2016, alors qu'il était sénateur pour le compte de l'Unité démocratique (le parti de Janine Añez), il a été condamné à deux ans de prison pour avoir falsifié son livret militaire afin de pouvoir se présenter à la députation (et être élu pour la période 2006-2011) ainsi que pour postuler à la mairie de Cochabamba. Il n'a jamais été emprisonné et, fort opportunément, le coup d'Etat a interrompu la procédure qui se poursuivait contre lui.

A moins de trois semaines de l'élection, voici donc Murillo à Washington. Pour ce faire, il s'est substitué à son homologue des Affaires étrangères, Karen Longaric, sans autre forme de procès. Mais, depuis le « *golpe* » [6], Murillo fait la pluie et le sale temps en Bolivie. Même ses acolytes finissent par en subir les conséquences. Démissionné de force le 28 septembre pour avoir exprimé son désaccord avec la privatisation à la hussarde de la Compagnie de lumière et d'énergie électrique de Cochabamba (ELFEC), le ministre de l'Economie Óscar Ortíz a laissé libre cours à sa frustration : « *La présidente Añez a remis l'avenir du gouvernement et du pays au ministre Murillo, une personne qui n'a pas la capacité, qui n'a pas la sérénité nécessaire pour pouvoir résoudre les problèmes comme ils devraient l'être, c'est-à-dire en recherchant des solutions dans le cadre de la Constitution et des lois.* »

Venant d'un ministre nommé par une présidente illégitime cette invocation de la légalité peut paraître osée, mais l'accusation mérite d'être prise en considération. Sans toutefois en exagérer l'importance...

Dans le cœur battant de « Trumpland », Murillo est reçu par de hauts fonctionnaires de la Maison-Blanche, insensibles par nature à ce genre de considérations. A chacun, il prend par ailleurs soin de dire ce qu'il souhaite entendre. Il rencontre également le tout nouveau président de la Banque interaméricaine de développement (BID), Mauricio Claver-Carone, imposé au forceps par Washington, le 12 septembre, contre tous les usages, aux partenaires latino-américains et européens de l'organisme multilatéral. Les deux hommes se connaissent et s'apprécient. En décembre 2019, en pleine phase de consolidation du coup d'Etat, ils se sont déjà réunis : Claver-Carone était alors Directeur principal pour les Affaires de l'hémisphère occidental (*l'Amérique latine*) au Conseil de Sécurité Nationale (CSN) des Etats-Unis. Le cénacle au sein duquel l'Empire peaufine ses stratégies. Aujourd'hui comme hier, ils se comprennent parfaitement.

Dernière visite et non des plus anodines : Murillo retrouve celui qui a offert sur un plateau d'argent la Bolivie aux putschistes, le secrétaire général de l'OEA Luis Almagro. En août dernier encore, celui-ci qualifiait de « *bassesse* » les virulentes manifestations « du MAS » (en réalité beaucoup plus larges que réduites à ce seul parti) déclenchées en réaction à un nouveau report des élections.

Les deux individus abordent manifestement quelques sujets brûlants. Pour ne pas dire préoccupants. Le lendemain de la réunion Almagro avertit par Tweet : « *Hier, j'ai rencontré*

le « MindeGovernment of #Bolivia@ArturoMurilloS ». Il m'a fait part de son inquiétude quant à la possibilité de nouvelles fraudes dans le cadre des élections générales 2020. Nous nous sommes engagés à déployer un maximum d'efforts pour renforcer la mission électorale de l'OEA en Bolivie et pour garantir la volonté du peuple. »

Ayer me reuní con [@MindeGobierno](#) de [#Bolivia](#) [@ArturoMurilloS](#). Me transmitió su preocupación sobre posibilidad de nuevo fraude en [#EleccionesGenerales2020](#). Nos comprometimos a máximos esfuerzos a fortalecer la Misión Electoral de [#OEAenBolivia](#) y a asegurar la voluntad del pueblo pic.twitter.com/Ek0J0ZtoVX

— Luis Almagro (@Almagro_OEA2015) [September 30, 2020](#)

Des fraudes électorales le 18 octobre... Mais qui diable pourrait les organiser ? Murillo a pratiquement les pleins pouvoirs et il s'en sert. Première mesure prise dès le « *golpe* » réussi : les membres du Tribunal suprême électoral (TSE), dont la présidente María Eugenia Choque (60 ans), ont été arrêtés et emprisonnés. Nommé par le pouvoir au sein de l'organisme qui gèrera les prochains scrutins, Salvador Romero en est devenu le président. Un parfait chien de garde, qui n'a rien d'un inconnu.

Une vieille amitié lie Romero à Carlos Mesa, actuel candidat à la magistrature suprême, battu l'an dernier par Evo Morales - mais aussi vice-président devenu chef de l'Etat en octobre 2003 après la fuite aux Etats-Unis de l'ultralibéral Gonzalo Sánchez de Lozada. Romero fut alors propulsé par Mesa au TSE, dont il deviendra une première fois président, de 2004 à 2008. Si l'on en croit un câble du 8 janvier 2007 révélé par Wikileaks, il alimente à cette époque en « informations » l'ambassadeur américain Philip S. Goldberg. Celui-ci - actuel représentant des Etats-Unis en Colombie - sera expulsé de Bolivie en 2008 par Evo Morales pour son rôle actif dans la première des tentatives à caractère fascisant destinées à le renverser. Organisée depuis le fief de l'opposition de Santa Cruz, celle-ci échouera finalement grâce à l'intervention de l'Union des Nations sud-américaines (Unasur) récemment créée sous l'impulsion d'Hugo Chávez et Luiz Inácio « Lula » da Silva pour réduire les tensions régionales et faire contrepoids à l'OEA.

En 2011, et jusqu'à 2014, on retrouve Romero au Honduras où, le 28 juin 2009, un coup d'Etat contre le président réformateur Manuel Zelaya a lui été couronné de succès. Washington sachant se montrer reconnaissant, Romero y a été nommé directeur de l'Institut national démocrate (NDI). Créé en 1983 dans le cadre du programme « Soutien international à la démocratie » du Congrès étatsunien, le NDI est financé par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), organisme hautement humanitaire agissant lui-même sous la supervision du président, du Département d'Etat et du Conseil de sécurité nationale (CSN) américains. Après qu'il eut participé à la « normalisation » du Honduras post-coup d'Etat, essentiellement marquée par... des fraudes électorales [7], l'USAID financera plusieurs des conférences données par Romero pour dénoncer la gestion d'Evo Morales.

A Washington, on a le sens de la famille : l'ambassade des Etats-Unis à La Paz a donc annoncé que... l'USAID assistera le... TSE dirigé par... Romero pour l'organisation des élections générales du 18 octobre prochain. Quant à la mission des observateurs de l'OEA - dont la présence a été sans succès refusée par le MAS -, elle sera dirigée par l'ancien ministre des Affaires étrangères (2014-2018) du Costa Rica, Manuel González, celui-là

même qui, en 2019, avec son rapport préliminaire, a inventé la thèse de la fraude au lendemain des élections.

Qu'une telle Sainte Alliance organise une manipulation du verdict des urnes favorisant le MAS paraîtra sans doute assez baroque à tout être doué de raison. Qui donc, alors, du côté gauche de l'échiquier politique, pourrait se livrer à un sabotage des résultats du scrutin ? Et comment ?

En décembre 2019, Murillo a sollicité l'aide d'Israël pour lutter contre le « terrorisme » [8]. Il a créé une nouvelle force de police, « antiterroriste » (forcément !), pour « *démanteler les groupes étrangers menaçant le pays* » (pour qui ne saurait pas lire entre les lignes : derrière chaque cocotier ou chaque sommet de la « *Pachamama* » se cachent des hordes d'agents cubains et vénézuéliens). En quelques mois, le gouvernement *de facto* va importer pour 5 millions de dollars d'armements. Préalablement, Murillo a averti qu'il dispose de « réseaux de renseignements » personnels et a annoncé une « *chasse à l'homme* » ciblant les dirigeants du MAS rebaptisés « *animaux* ».

Présidente du Sénat, la « masiste » Adriana Salvatierra aurait dû exercer le pouvoir en l'absence d'Evo Morales et du vice-président Álvaro García Linera poussés sur les chemins de l'exil. Elle doit démissionner de son poste après avoir reçu de multiples menaces de mort dirigées contre des membres de sa famille, ce dont profite Añez (seconde vice-présidente du Sénat) pour s'installer avec ses cliques, ses claques, sa Bible et ses « fachos ». Trente-quatre manifestants tués et 115 blessés suivent, lors des soulèvements du secteur de Senkata (à El Alto, périphérie de La Paz) et de la commune rurale de Sacaba (département de Cochabamba). Parallèlement et dans la durée, le pouvoir s'attache à neutraliser ce qu'il considère être la force de frappe politique de ceux qu'il vient de renverser. Réfugiés dans l'ambassade du Mexique, d'où ils ne peuvent sortir, ne serait-ce que pour partir à l'étranger, quelques-uns des collaborateurs les plus expérimentés et politisés d'Evo Morales – Hugo Moldiz (ex-ministre de l'Intérieur), Juan Ramón Quintana (ministre de la Présidence), Javier Zavaleta (Défense), Héctor Arce Zaconeta (Justice), Wilma Alanoca Mamani (Culture), Víctor Hugo Vásquez (gouverneur du département d'Oruro), Nicolás Laguna (directeur de l'Agence des technologies et de l'information [Agetic]) – sont de ce fait hors-circuit [9].

Plusieurs centaines d'autres dirigeants du MAS et d'organisations sociales sont poursuivis par la justice. Pour avoir fait l'éloge d'Evo Morales sur WhatsApp, comme Mauricio Jara à Santa Cruz, n'importe quel militant peut se retrouver embastillé, accusé de sédition, d'instigation publique à la violence et – merci la Covid-19 ! – d'attentat contre la santé publique. Même un allié d'hier, et non des moindres, l'ex-commandant en chef des Forces armées Williams Kaliman – le général qui a « suggéré » à Morales de démissionner – n'échappe pas à l'ire des Torquemada. Assigné à résidence, il est jugé pour avoir tardé à appuyer la police dans la répression des foules indigènes descendues dans la rue en appui au chef de l'Etat renversé.

Dans un tel contexte, c'est tout naturellement que, dès le 18 décembre 2019, a été lancé un mandat d'arrêt contre Evo Morales, encore constitutionnellement chef de l'Etat, pour « *sédition, terrorisme et financement du terrorisme* ». « *Il y a un espoir que justice soit faite, se réjouira ultérieurement Murillo sur son compte Twitter, à la fois procureur, juge et bourreau. Nous espérons qu'il aura le courage de revenir et de purger 30 ans de prison, ce qui est le moins qu'il mérite, en terroriste qui a avoué(sic !)* ».

Le 4 septembre 2020, le pouvoir ira plus loin en annonçant le dépôt d'une plainte devant la

Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité (plainte qui n'a bien entendu aucune chance d'être retenue, mais fait le « buzz » et travaille l'opinion). Dans cette optique, quelques « preuves » seraient particulièrement bienvenues. Incarcérée sans jugement, l'ex-chef de cabinet de Morales, Patricia Hermosa Gutiérrez, a révélé que le ministère public lui a proposé un « jugement accéléré » et un emprisonnement « à domicile » si elle dénonçait les « actions terroristes » de l'ex-chef de l'Etat [10].

Mis dans l'impossibilité de rentrer dans son pays pour se représenter, Morales, de l'Argentine où il réside et en chef de campagne du MAS, a fortement influencé le choix du binôme représentant le parti pour la présidence (l'ex-ministre de l'Economie Luis Arce) et la vice-présidence (l'ex-ministre des Affaires étrangères David Choquehuanca). Toutefois, cet objectif urgent et prioritaire ayant été atteint, il n'a pas renoncé à participer directement à la vie politique. Raison pour laquelle il a annoncé en février sa candidature à un poste de sénateur dans son Département d'origine, Cochabamba.

Depuis la chaude Santa Cruz, le Comité civique, force de choc fascisante du « golpisme », s'est immédiatement mis en branle en rugissant, hurlant et glapissant. « *C'est définitif, la grève illimitée et les barrages qui seront mis en place dans tout le département si le TSE accepte la candidature d'Evo Morales ont déjà été décrétés* », a fait savoir le président du Comité, Rómulo Calvo, le 14 février. Il n'a fallu qu'une semaine au TSE pour calmer le jeu en trouvant, pour rejeter la candidature, un argument pour le moins... amusant : outre qu'il se trouve à l'étranger (bien contre son gré), l'ancien président ne respecte pas l'exigence d'avoir une « résidence permanente » de deux ans dans le département qu'il entend représenter. Difficile en effet pour un chef d'Etat résidant à La Paz depuis 2006 de se dédoubler pour rentrer le soir ou les week-end à Cochabamba, à 387 kilomètres de là [11].

Le même argument surréaliste sera utilisé pour invalider la candidature d'un autre poids lourd, Diego Parry, à Potosi : après avoir résidé pendant un an aux Etats-Unis en tant qu'ambassadeur auprès de l'OEA, il a passé une autre année à La Paz en qualité de ministre des Affaires étrangères. De quel droit entend-il représenter Potosi ?

Exit Morales, exit Parry, exit bien d'autres... Mais le MAS continue à caracolier en tête des sondages.

Pourquoi ?

C'est une bonne question.

Plus qu'un parti traditionnel s'appuyant sur une idéologie clairement définie, le MAS rassemble des forces sociales et associatives, des syndicats et mouvements paysans, des organisations de quartiers, des secteurs de la classe moyenne - un arc-en-ciel de tendances allant de l'indianisme au nationalisme, de la lutte de classe à la social-démocratie. Le grand mérite d'Evo Morales, et sa grande force, est d'avoir su les rassembler à travers cet « instrument politique » pour mettre un terme au néolibéralisme le plus caricatural imposé au pays à partir de la décennie 1980. Il le fit au sein du parti même puis, en 2002, à travers le Pacte d'unité (PU), une alliance du MAS et du mouvement social.

Dans la durée, tant le MAS que le PU ont subi une bureaucratisation progressive. Les instances dirigeantes ont pris le pas sur la base sociale, érodant la force collective.

Par ailleurs, et dans une dynamique très spécifique à la Bolivie, chacun de ces groupes ou organisations sociales, estimant ses intérêts prioritaires, entend avoir la primauté au sein du « processus de changement ». Entre eux, ou entre certains d'entre eux et le pouvoir, les

relations changent sans cesse en fonction des rapports de forces, des prises de décisions et des événements : ABC contre D, puis BCD contre A, ou bien AB contre CD, ou AD contre CB... Toutes les combinaisons possibles y passent. Pour certain jusqu'à la rupture, à l'image de la Fédération nationale des coopératives minières (Fencomin) [12], du Conseil national des Ayllus et Markas du Qullasuyo (Conamaq), de la Confédération des peuples indigènes de Bolivie (Cidob), des paysans producteurs de coca de la région des Yungas [13].

Dès avant le « *golpe* », des transfuges ont quitté le navire, tel Nelson Condori, le dirigeant indigène de la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans (CSUTCB), le plus important syndicat du secteur – qui l'a immédiatement désavoué et a réclamé sa démission. Au plus fort de la crise, le secrétaire exécutif de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), Juan Carlos Huarachi, lui aussi conquis par une partie de ses troupes, s'allie à l'ennemi de classe pour demander le départ du chef de l'Etat [14].

« Evo tombe ». Trahisons, divisions et hésitations neutralisent toute résistance collective digne de ce nom. Le MAS lui-même se craquelle, divisé entre « radicaux » (comme le jeune et charismatique Andrónico Rodriguez, dirigeant des producteurs de coca du Chapare) et « pragmatiques » (à l'image de la nouvelle présidente du Sénat, Eva Copa). Comme elle, certains prennent leurs distances avec celui qu'hier ils encensaient. « *Dans la vie démocratique interne [du MAS], je pense qu'Evo Morales et certains dirigeants doivent comprendre que nous ne sommes pas dans la ligne de confrontation [avec le pouvoir de facto]* », précise le sénateur « masiste » Omar Aguilar.

Privé de son leader, figé comme un lapin dans la lumière des phares, le MAS va mourir président déjà certains...

Pari perdu. La base se réorganise, les organisations rurales et indiennes réinvestissent le Pacte d'unité (PU). Contre vents et marées, elles entendent restaurer l'unité des mouvements sociaux, nomment et confirment « Evo » chef de campagne. Au cours d'une réunion en Argentine entre cadres du MAS et représentants du PU, présidée par l'ex-chef de l'Etat, le duo Luis Arce – David Choquehuanca s'impose. Il y a eu fort débat. D'aucuns souhaitaient Choquehuanca candidat à la présidence (parce qu'originaire d'une communauté indigène) et Andrónico Rodriguez (représentant le radicalisme et la jeunesse) en second. Appuyé par « Evo », le pragmatisme l'a emporté. Considéré comme le père du « miracle économique », Arce est susceptible de récupérer une partie des classes moyennes citadines auxquelles il appartient. Choquehuanca assure la continuité en milieux autochtone et populaire dont il est issu. Dépassant ses divisions, le MAS retrouve sa discipline de parti et un rôle d'acteur stratégique.

Les actions arbitraires du gouvernement font le reste. Les « neutres », « lâcheurs », « aveugles » ou « opportunistes » d'hier se mobilisent. Et ils le font aux côtés du MAS. Fédération des conseils de voisinage d'El Alto (FEJUVE), CSUTCB, COB et autres organisations de masse alimentent la rébellion populaire. En août, les provinces de La Paz, Cochabamba, Santa Cruz, Oruro et Potosí, départements névralgiques pour la vie économique du pays, sont complètement ou partiellement bloquées par les branches syndicales locales et les mouvements sociaux. Depuis le pouvoir législatif, qu'il domine toujours aux deux-tiers, le MAS diligente des enquêtes sur la corruption du pouvoir. Et, sans ambiguïté aucune, chacun peut désormais établir la différence entre ceux qui ont fait dégringoler le taux de pauvreté de 60,6 % à 34,6 % et permis l'accès à l'électricité de 92 % de la population (quand 68,3 % seulement en bénéficiaient une décennie auparavant) et le retour à la tyrannie. Car c'est bien d'une tyrannie dans la pire des traditions latino-

américaines qu'il s'agit...

Là où le chef d'Etat gouverne selon la Constitution, le (ou la !) despote impose, sans règle ni loi. Maladie exotique de Républiques bananières et autres extravagants pays andins ? On peut en douter. Car, somme toute, Janine Añez est bien entourée. Son secrétaire privé et plus proche collaborateur s'appelle Erick Foronda. Journaliste, il a été l'attaché de presse de l'Ambassade des Etats-Unis à La Paz de 1995 à 2008. Lorsque Philip Goldberg a été expulsé en septembre 2018 et que les relations diplomatiques ont été rompues, Foronda a suivi son patron à Washington. Il y est resté douze ans, a pris la nationalité américaine et a adhéré au Parti républicain. Il n'est rentré que tout récemment, pour aider Añez à « pacifier » le pays.

Attention : « pacifier » ne signifie pas « administrer pour le bien du plus grand nombre ». Rien de plus caractéristique à cet égard que les premières mesures néolibérales prises par le pouvoir *de facto* : dès janvier 2020, le ministre de l'Economie et des finances, José Luis Parada, a décrété la libération des exportations de produits agro-industriels, régulées sous Morales pour garantir la souveraineté alimentaire et approvisionner le marché interne à des prix contrôlés. Dans un autre registre, les prêts accordés à l'Etat bolivien pour supposément « affronter la crise sanitaire », dont 327 millions de dollars du Fonds monétaire international (FMI), ont été négociés sans l'aval ni le contrôle du Parlement (constitutionnellement concerné).

Très mal gérée, cette crise sanitaire accentuée, au fil des mois, le désastre économique et social. D'alléchantes « affaires philanthropiques » débouchent en permanence sur des scandales de corruption. L'achat pour les hôpitaux de respirateurs surtaxés et inutilisables a conduit à l'arrestation du ministre de la Santé (remplacé illico par un général n'ayant strictement aucune compétence en la matière). D'autres affaires concernent l'acquisition « à prix fort » (il s'agit là d'un euphémisme), par le ministère de la Défense, de 150 000 grenades lacrymogènes destinées à la police [15] ou, au sein de la Direction générale de l'aéronautique civile (DGAC), un clonage d'immatriculation d'avions, dont les premiers bénéficiaires pourraient assez logiquement être des narcotrafiquants.

Puisqu'on parle de gangsters, on notera au passage que la crise ayant entraîné le 28 septembre la « démission » de trois ministres, et non des moindres, soudainement opposés au satrape Murillo - Oscar Ortíz (Economie), Oscar Mercado (Travail) et Abel Martínez (Développement productif) - a permis de faire accéder Branko Marinkovic à la tête du ministère de l'Economie. Fasciste d'origine croate, entrepreneur millionnaire (tendance « paradis fiscaux ») de Santa Cruz, ex-président de son Comité civique, Marinkovic a dirigé en 2008 le mouvement quasi sécessionniste et ouvertement raciste destiné à renverser Evo Morales. Il a également été accusé de financer en 2009 un groupe mercenaire chargé de l'assassiner [16]. En cavale au Brésil depuis cette époque, il a fait son retour en Bolivie en janvier dernier. Lors de sa prise de fonction, la « présidente intérimaire » lui a demandé de travailler avec transparence pour les emplois, la santé et - sans doute un trait d'humour - « pour prendre soin de la démocratie ».

Parce qu'il enquêtait sur trois dossiers impliquant le gouvernement, le procureur général de la Nation, José María Cabrera, dont la fonction, constitutionnellement établie, est d'exercer la défense juridique de l'Etat, a été destitué de façon expéditive le 18 juillet. « Sans aucun doute, a-t-il déclaré, celui qui a demandé et exigé avec véhémence cette révocation est le ministre de l'Intérieur Arturo Murillo, en raison de la remise en cause de la privatisation de l'ENDE [Entreprise nationale d'électrification] à travers un décret suprême qui a été annoncé, mais qu'aucun ministre n'ose signer jusqu'à présent, car il est illégal et causera de

graves dommages économiques à l'Etat [17]. » Sans compter que l'enquête diligentée par Cabrera sur l'achat surfacturé des gaz lacrymogènes venait d'entraîner une convocation du ministre de l'Intérieur par la commission mixte de l'Assemblée législative. On prendrait le mors aux dents pour moins que cela. Dès lors, pour faire bonne mesure et deux précautions valant mieux qu'une, Añez destitue également le chef de l'Unité de transparence de la « *Procuraduría* » (bureau du procureur) Omar Durán.

Le remplacement de Cabrera ne tarde pas, en la personne d'un certain Alberto Morales. Avec lui, aucun risque de mauvaise surprise. L'homme a été employé par l'USAID et a été l'avocat défenseur de Leopoldo Fernández. Ex-gouverneur du Pando, celui-ci est considéré comme l'instigateur du « Massacre de Pando » (assassinat de seize paysans fidèles au chef de l'Etat, le 11 septembre 2008, dans la localité de Porvenir), lors de la tentative de renversement d'Evo Morales.

Malheureusement (pour eux), Alberto Morales et son mentor Murillo avaient négligé deux détails insignifiants : l'existence d'une législation et de députés et sénateurs du MAS décidés à la faire respecter. L'article 12 de la Loi sur le procureur général de la Nation indique comme condition pour occuper cette fonction : « *Ne pas avoir eu ni parrainé de procédures et d'actions judiciaires contre l'Etat au cours des cinq années précédant sa nomination.* » Ce n'est pas le cas d'Alberto Morales qui a participé, sur ce laps de temps, à au moins cinq procès contre l'Etat bolivien. La mort dans l'âme, il doit démissionner immédiatement.

Durant les quelques heures qui ont séparé son arrivée de son départ, l'éphémère procureur général de la Nation a juste eu le temps, le 8 octobre, d'entamer une action marquée du sceau « priorité absolue » : il a exigé du Ministère public qu'il incorpore les dirigeants du MAS – dont le candidat à la présidence Arce – dans l'investigation menée sur la « fraude électorale » de 2019, et ce sur la base du « rapport de l'OEA ». Autre douche froide ! L'un des membres de la Commission des procureurs qui enquêtent sur cette affaire, Luis Fernando Atanasio, a répondu publiquement : « *Le rapport de l'OEA est un rapport. Qu'est-ce que cela implique ? Qu'ils ont simplement recueilli des informations, des données qui leur ont permis d'identifier certaines irrégularités. Mais qu'un rapport suffise pour que nous puissions attribuer des responsabilités à quelqu'un apparaît très précipité.* »

Le très démocrate Carlos Mesa s'insurge : non seulement le MAS contrôle encore le Parlement, mais il tire aussi « *les fils du pouvoir judiciaire* ».

Ambiance délétère, dérive politique et sociale. Mais aussi borbier dans lequel les luttes d'influence sont vives, les haines inexpiables, les ambitions démesurées. Dès décembre 2019, Añez a évoqué la convocation d'un sommet des dirigeants politiques destiné à examiner la possibilité d'un front unique de l'opposition. Lors d'un entretien accordé à *Televisión Universitaria*, elle a précisé : « *Nous ne voulons pas une dispersion des votes, nous ne voulons pas qu'il arrive ce qui est arrivé le 20 octobre* » (tiens donc... suggérait-elle par là fort imprudemment qu'Evo Morales avait remporté le scrutin ?).

Tenu le 30 décembre à La Paz, à l'initiative du Comité civique pro-Santa Cruz (CCPSC), pilier « ultra » de la lutte anti-Morales et anti-MAS, ce sommet réunit notamment les ex-candidats battus Carlos Mesa (Communauté citoyenne) et, avec un score ridicule, Jorge « Tuto » Quiroga (Libre 21), lui aussi ex-président (2001-2002) et jusqu'à peu porte-parole d'Añez pour convaincre la communauté internationale qu'il n'y a pas eu de coup d'Etat. La réunion n'aboutit à rien. Les candidats restent aussi nombreux. L'alliance Creemos (Nous croyons)

présente Luis Fernando Camacho, ex-président du Comité civique de Santa Cruz, dit « le Bolsonaro bolivien », acteur principal du renversement d' « Evo ». Derrière ces poids lourds, ajoutant à une future dispersion des voix, quelques comparses complètent le tableau - Chi Hyun Chung (Front pour la victoire ; FPV), María Bayá (Action démocratique nationaliste ; ADN), Feliciano Mamani (Parti action nationale bolivien (PAN-BOL)).

Désespérée par cette multiplication des candidatures, qui immanquablement mènera à la victoire du MAS, Añez annonce que, en représentation de Démocrates, elle... se présentera elle aussi à sa succession. Elle s'était engagée à n'en rien faire lorsqu'elle a pris la tête de la « transition -pacification ». Désarticulant définitivement la coalition qui a réussi le « *golpe* » et la divisant désormais en quatre, la décision fait scandale. Mesa « le centriste » accuse Añez d' « *abus de pouvoir* » parce qu'elle « *n'a aucune chance de gagner l'élection en raison de sa gestion corrompue* ». D'un avis quelque peu différent, l' Añez en question multiplie les efforts pour prendre la tête de la droite, sans y parvenir. Le cœur de l'électorat de son parti se trouve à Santa Cruz, où il est né, mais, du fait de ses hauts faits d'armes pour renverser l' « Indien », Camacho l'y domine largement. Elle demeure donc quatrième, au niveau national, dans les enquêtes d'opinion, derrière Arce, Mesa et Camacho, avec un misérable 10 % des estimations.

De son côté, tout en le qualifiant de « *grand héros* », d' « *homme important pour le futur de la Bolivie* », le chef de campagne de Camacho, Ronald MacLean, abandonne son champion en rase campagne : « *Luis Fernando a adopté une stratégie qui le place davantage à l'Est, à Santa Cruz et dans le Beni [départements d'opposition radicale], ce qui, d'après moi, l'empêchera d'arriver à la présidence parce qu'on ne peut pas gagner une élection nationale sans une forte présence dans l'Ouest [zones de l'altiplano paysan et indigène historiquement favorable à « Evo »].* »



Panique à bord du Titanic de la réaction. L'ambassade des Etats-Unis, où la chargée d'affaires Charisse Phillips (en l'absence d'ambassadeur) n'a rien d'une fonctionnaire de troisième ordre, s'est vue contrainte de hausser le ton. Le 17 septembre, Añez doit déposer les armes. « *Ce n'est pas un sacrifice, c'est un honneur*, lâche-t-elle, avec un sourire crispé, dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux. *Je le fais devant le risque que le vote démocratique ne se divise entre plusieurs candidats avec pour conséquence que le MAS ne finisse par gagner.* »

Nul ne peut assurer que toutes les voix d'Añez se reporteront sur Mesa, le « vote utile », malgré un appel en ce sens de son colistier, candidat à la vice-présidence, le riche entrepreneur Samuel Doria Medina, et du ministre de l'Intérieur Murillo. Six candidats demeurent en lice contre Arce et Choquehuanca, encore et toujours donnés favoris. De quoi troubler les méditations de l'archevêque de Sucre et président de la Conférence épiscopale bolivienne, Monseigneur Ricardo Centellas. Le 28 septembre, il appelle la population « *à ne pas disperser son vote* » pour assurer « *la consolidation de la démocratie* [18]. »

Comme une sorte de rage sans espoir... La persécution du MAS s'est amplifiée au fil des mois. Fin juin, une plainte pénale a été déposée devant le Ministère public contre Luis Arce pour un prétendu « *dommage économique* » causé à l'Etat lors de la mise en place en place de l'Administration publique pour la gestion des cotisations sociales des travailleurs. En juillet, l'alliance politique Creemos, de Camacho, a déposé une demande formelle

d'interdiction du MAS devant le TSE. Un autre recours de la sénatrice Carmen Eva Gonzáles (Unité Démocratique ; UD), demande également l'élimination du MAS, accusant Luis Arce d'un crime atroce : il aurait commenté des sondages hors des périodes autorisées (ce qui par ailleurs n'a rien d'avéré).

Dans une telle situation, il faut tuer les symboles. « Le » symbole. Pouvoir et médias font courir les bruits les plus infamants sur Evo Morales au sujet d'une liaison amoureuse avec une jeune femme de 19 ans, qu'il connaîtrait – et donc aurait « abusé » – depuis de longues années. Le 15 septembre, le bureau du procureur général a annoncé prolonger de 60 jours l'enquête sur une plainte pénale déposée pour « *détournement de mineure* » et « *traite d'êtres humains* », afin de déterminer le lieu où se trouve une supposée autre mineure, dont personne ne connaît l'identité, avec lequel l'ex-président est présumé avoir eu une relation. Sachant par ailleurs que cette pauvre a été laissée « en état de grossesse », à la suite de cet « abus présumé ». Soixante jours... Le temps de polluer toute la fin de campagne électorale et les semaines postérieures au scrutin, le temps de travailler les classes moyennes nationale et internationale sur un thème sensible dans cette période post-« *Me Too* ».

Une redite, entre parenthèses, du « Zapatagate », cette « *fake news* » de premier ordre qui, en 2016, sur fond de corruption, de femme fatale et de stupre, a fait perdre à Morales un référendum vital pour permettre sa réélection [19]. Aux féministes – cibles prioritaires de l'opération – qui tomberaient dans le panneau, on rappellera que le 29 juillet est apparue sur les réseaux sociaux une vidéo intime d'Eva Copa, la présidente « masiste » du Sénat, en pleine relation sexuelle avec un supposé compagnon. Grand succès d'audience, haut fait démocratique, passionnants débats. Jusqu'à ce qu'une jeune femme se manifeste et révèle être celle qui figure sur l'œuvre d'art porno, enregistrée à son insu par son ex-fiancé Roly, avant de supplier : « *S'il vous plaît, ne diffusez plus cette vidéo, elle ruine ma vie, je suis mère, j'ai peur de rester sans travail* [20]. » Pour être complet sur ces méthodes de « guerre sale » on mentionnera que, en novembre 2019, Janine Añez a été victime du même procédé.

Dernière ligne droite. Après un rapport rédigé par le Stanford Internet Observatory, un groupe de recherche sur la désinformation, Facebook informe qu'il vient d'éliminer un réseau pratiquant ce genre d'exercice – 55 comptes Facebook, 42 pages et 36 comptes sur sa filiale Instagram – opérant depuis les Etats-Unis et dont le contenu incluait « *des publications d'appui à l'opposition politique au Venezuela et au gouvernement intérimaire de Bolivie, de même que des critiques au parti politique du président mexicain*[Andrés Manuel López Obrador, centre gauche]. » Cinq cent neuf mille « *followers* » suivaient ces pages sur Facebook, 43 000 l'une ou l'autre des pages Instagram. Aux commandes de l'opération, CLS Strategies, firme étatsunienne de relations publiques. Pressé de questions, le cabinet de Jeanine Añez confirmera avoir sollicité et payé les services de CLS Strategies, mais uniquement, et fort modestement, pour des opérations de lobbying à Washington « *en soutien à la démocratie bolivienne* ». Qui fait feu de tout bois...

Le 9 octobre, à neuf jours du scrutin, le vice-ministre de la Transparence, Guido Melgar, porte plainte contre Arce, accusé d'« *enrichissement illicite* ». Là encore c'est l'opinion qui est visée, aucune procédure ne pouvant être menée à bien par le Ministère public dans le court délai précédant l'élection.

Dans un autre ordre d'idée, l'avenir dira si le retrait de dernière heure de la candidature de « Tuto » Quiroga, le 11 octobre, a été dû, comme il se murmure, à des menaces directes d'Arturo Murillo. « *J'ai dans l'âme une profonde douleur et une énorme angoisse*, a distillé

Quiroga sur les réseaux sociaux. *J'ai des différences avec les autres candidats, mais j'espère qu'ils pourront agir pour battre le MAS.* »

L'enjeu est clair. Nul n'en ignore, Arce arrivera en tête du premier tour – seul le score demeure incertain. Un second tour est indispensable pour que la droite puisse, en se rassemblant, espérer éventuellement l'emporter. Si le MAS triomphait au premier tour ou, éventuellement gagne au second, le caïd de l'OEA, Luis Almagro, en a déjà indiqué la cause : Murillo lui a fait part « *de son inquiétude quant à la possibilité de nouvelles fraudes* ». Le 7 octobre, Añez a prévenu : « *Tant que nous sommes au gouvernement, les populistes autoritaires n'ont aucune possibilité de revenir dans notre pays. Nous les avons déjà avertis et nous allons continuer ; ils continuent à menacer, mais nous, ici, nous allons les affronter.* » A son retour de Washington, Murillo a renchéri : « *La police est armée* » et « *la démocratie sera respectée, quel qu'en soit le prix.* »

Depuis quelques jours, les groupuscules fascistoïdes de la Résistance jeune Cochala (Cochabamba), des Comités civiques pro-Santa Cruz et de la Résistance Chuquisaqueña (Chuquisaca) multiplient les agressions contre les militants du MAS, les locaux du parti et même le siège du Ministère public, à Sucre (capitale administrative du pays), sa plus haute autorité, le procureur Juan Lanchipa, nommé par l'Assemblée en 2018, n'ayant pas inculpé les dirigeants du MAS et « protégé » Morales.

Les instruments du coup d'Etat – l'armée et la police –, qui en 2019 n'ont pas levé le petit doigt pour protéger les tribunaux électoraux départementaux (TED) quand des hordes sont venus les incendier, et avec eux les procès verbaux des bureaux votes, sont ceux qui, le 18, sont chargés d'assurer leur protection. Le TSE, à ce jour, comme l'a dénoncé Marianela Paco, porte-parole du MAS, alertant la « communauté internationale », n'a donné aucune information sur le nouveau système de « comptage rapide ». Les observateurs de l'OEA sont les mêmes que ceux de l'an dernier. L'Union européenne, qui envoie également une mission, a déroulé le tapis rouge, le 1er octobre, quand la ministre des Affaires étrangères Karen Longaric est venue s'exprimer à Bruxelles, comme en meeting, devant la Commission des affaires étrangères du Parlement européen. « *C'est un plaisir de vous avoir ici, s'est extasié le président de séance, Witold Jan Waszczykowski, ex-premier ministre ultraconservateur polonais, en la recevant, le beau temps vous illumine et illumine la Bolivie [21].* »

Dans un tel contexte, quel genre de fraude craignez-vous donc, M. Almagro ?

Maurice Lemoine

Notes

[1] Respectivement sous la plume de Amanda Chaparro et Pablo Stefanoni, in *Le Monde* daté 4-5 octobre 2020.

[2] Lire « Bolivie, chronique d'un fiasco médiatique », *Le Monde diplomatique*, Paris, octobre 2020.

[3] La loi octroie la victoire au premier tour au candidat obtenant 50 % ou plus de 40 % avec une

différence de dix points sur le deuxième. Si ces conditions ne sont pas réunies, un second tour est organisé. En troisième position est arrivé le pasteur évangélique d'origine coréenne Chi Hyung Chung (8,81 % des suffrages) suivi d'Oscar Ortiz, l'homme de la riche Santa Cruz (4,24 %).

[4] Lire : <http://www.medelu.org/Les-petits-telegraphistes-du-coup-d-Etat-qui-n-existe-pas>

[5] Lire (entre autres) « Bolivia dismissed its October elections as fraudulent. Our research found no reason to suspect fraud », *The Washington Post*, 27 février 2020 ; « A Bitter Election. Accusations of Fraud. And Now Second Thoughts », *The New York Time*, 7 juin 2020 ; « Silence reigns on the US-backed coup against Evo Morales in Bolivia », *The Guardian* (Londres), 18 septembre 2020.

[6] Coup d'Etat.

[7] Lire (entre autres) : <http://www.medelu.org/Honduras-un-observateur-electoral> (2013) ; <http://www.medelu.org/Au-Honduras-le-coup-d-Etat> et <http://www.medelu.org/Au-Honduras-le-coup-d-Etat> (2017) ; <http://www.medelu.org/Au-Honduras-tout-est-mal-qui-finit> (2018).

[8] Le gouvernement d'Añez venait de rétablir les relations diplomatiques avec Tel Aviv après une interruption de dix ans sous Evo Morales.

[9] <http://www.medelu.org/Otages-des-putschistes-boliviens>

[10] <https://www.primeraline.info/me-ofrecieron-detencion-domiciliaria-si-denunciaba-a-evo/>

[11] La décision du TSE sera confirmée le 7 septembre 2020 par le juge Alfredo Jaimes Terrazas de la troisième chambre constitutionnelle de la ville d'El Alto.

[12] Des mesures de régulation du secteur ont provoqué des émeutes en août 2016 et se sont soldées, après la mort de deux manifestants, par le lynchage et l'assassinat du vice-ministre de l'Intérieur, Rodolfo Illanes, venu négocier.

[13] Lire Denis Rogatyuk in *Le Vent se lève* : <https://lvsl.fr/bolivie-anatomie-du-coup-detat/>

[14] En 2005, la COB n'a pas appuyé la première élection d'Evo Morales.

[15] <http://estrategia.la/2020/06/03/bolivia-golpistas-lucran-con-toda-compra-desde-gases-lacrimogenos-a-respiradores/>

[16] La groupe a été neutralisé par la police le 16 avril 2009 dans un hôtel de Santa Cruz lors d'une opération durant laquelle quatre de ses participants ont été tués - Eduardo Rózsa Flores (croato-bolivien), Michael Dwyer (irlandais) et Arpad Magyarosi (roumano-hongrois).

[17] https://eldeber.com.bo/pais/destituyen-al-procurador-general-del-estado-jose-maria-cabrera_20098
[1](#)

[18] « Usted Elige », *Radio FM 90.1*, Chuquisaca.

[19] <http://www.medelu.org/La-longue-campagne-du-Tout-sauf-Evo>

[20] https://correodelsur.com/sociedad/20200731_aparece-mujer-que-dice-ser-quien-se-ve-en-el-video-ultimo-ruega-que-no-se-difunda-mas.html

[21] Quelques eurodéputés Verts et membres du groupe Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) ont néanmoins sauvé l'honneur en récusant les propos aussi caricaturaux qu'obscènes de la ministre *de facto*.



La source originale de cet article est [Mémoire des luttes](#)
Copyright © [Maurice Lemoine](#), [Mémoire des luttes](#), 2020

Articles Par : [Maurice Lemoine](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca